



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

237 | Janvier-Mars 2007

Afrique de l'Est : dynamiques urbaines

MORANGE Marianne, *La question du logement à Mandela-City (ex. Port Elizabeth)*

Karthala : Paris, 2006, 410 p.

Bernard Calas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/1145>

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 158-159

ISBN : 978-2-86781-422-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Bernard Calas, « MORANGE Marianne, *La question du logement à Mandela-City (ex. Port Elizabeth)* », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 237 | Janvier-Mars 2007, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/1145>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

MORANGE Marianne, La question du logement à Mandela-City (ex. Port Elizabeth)

Karthala : Paris, 2006, 410 p.

Bernard Calas

- 1 Tirée d'une thèse soutenue à l'Institut Français d'Urbanisme, cet ouvrage aborde par le local une question centrale des évolutions métropolitaines en cours, aussi bien en Afrique que dans d'autres espaces du monde. Cependant, appliquée à l'Afrique du Sud où la politique du logement avait été l'une des clés de voûte... de la ville d'apartheid », le questionnement prend une dimension singulière. Il permet en outre de mesurer l'ampleur réelle de la rupture politique des années 1990, d'évaluer le succès du projet de reconstruction d'une ville « post-apartheid » en observant en quoi la transition politique débouche sur un réaménagement des rapports urbains et éventuellement une déségrégation. En cela, ce travail se rapproche de celui d'Elisabeth Peyroux commis à propos de *Windhoek, capitale de la Namibie*. L'enjeu commun à ces travaux est de répondre à la question de savoir si la rupture politique – la transition démographique – induit la rupture géographique ?
- 2 La politique du logement du régime d'apartheid reposait largement sur le logement locatif public qui permettait aux autorités de contrôler par la pénurie et la coercition les flux, d'instabiliser les résidents et de « reléguer Noirs et Métis aux marges de la ville ». Aussi « en 1991, le logement constituait un enjeu politique capital dont la dimension symbolique était considérable ».
- 3 Pour répondre à cette problématique, Marianne Morange a choisi de se positionner à Port-Elizabeth (aujourd'hui Nelson Mandela-City), un million d'habitants. Elle y observe les dynamiques dominantes des années 1990 dont elle rappelle très opportunément qu'elles ne sont ni propres à l'Afrique du Sud, ni nées de la fin de l'apartheid. En effet, la privatisation du parc de logements publics de l'apartheid, le devenir des généreux projets de dons immobiliers nés, l'universalisation de la propriété privée et l'émergence d'un

locatif spontané, privé, segmenté selon la loi de l'offre et de la demande, étaient en gestation dès la fin du régime d'apartheid et se rencontrent ailleurs dans le monde, diffusées par les bailleurs de fonds, notamment la Banque Mondiale, justifiées par l'échec financier de la gestion publique – ici largement provoquée par la grève des loyers animées par les civics. Marianne Morange démontre en quoi « l'opposition entre logement locatif et propriété privée est incantatoire et... alimente le mythe de la rupture post-apartheid, artifice salutaire quand les transformations urbaines sont encore trop discrètes ». Ce faisant œuvrant dans le sillage du tournant linguistique, elle participe à ce mouvement maintenant largement dominant dans les études urbaines qui prenant en compte la valeur incantatoire des discours et des politiques soulignent leur caractère performatif moins en terme d'aménagement qu'en terme de structuration politique et territoriale.

- 4 Au-delà de cette déconstruction salutaire du mythe consensuel des effets de-ségrégatifs de la transition politique sud-africaine, l'un des intérêts majeurs de ce travail est d'articuler des problématiques largement communes aux grandes métropoles contemporaines avec la prise en compte de la triple spécificité du site d'observation. L'Afrique du Sud est à mi-chemin entre monde développé et monde en développement donc confrontée aux défis des villes africaines mais avec des moyens – notamment humains et budgétaires – proches de ceux des villes développées. L'Afrique du Sud combine deux traditions de politiques publiques : celles des pays développés qui héritent de parcs immobiliers en faillite et les privatisent et celles des pays en voie de développement préoccupés par le logement du plus grand nombre. Plus localement, Port-Elizabeth ville pauvre, très ségréguée, bastion de l'ANC, pose la question du devenir de la ville étalée.

AUTEUR

BERNARD CALAS

Professeur de géographie, Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3, fracasses(at)wanadoo
[point]fr